**Réponses aux questions du groupe de liaison des organisations sectorielles de l’Alliance (GLOS) à l’occasion de la candidature du Dr Aquino au poste de président de l’Alliance**

Dr. Eudes De Freitas Aquino

\*\*\*

1. En principe, seriez-vous favorable à la possibilité que quatre représentants sectoriels siègent au Conseil d’administration de l’Alliance coopérative internationale (au lieu de deux, actuellement), avec un système de tournante entre les huit organisations sectorielles, qui pourraient être couplées comme suit ; agriculture-pêche, consommateurs-logement, banques-assurances, industrie-services/santé, afin de correspondre aux quatre représentants régionaux des régions Afrique, Asie-Pacifique, Amérique et Europe ?

Je pense que les huit représentants des organisations sectorielles peuvent siéger au Conseil d’administration et qu’il n’est pas nécessaire d’organiser de tournante. D’un point de vue fonctionnel, l’échange d’opinions, d’expériences, de savoir-faire, sur les problèmes rencontrés, sur les lignes directrices ou sur les solutions avancées jouit d’un environnement plus productif s’il se déroule en présence de tous les représentants. En outre, ceci a l’avantage d’informer tous les participants en une fois.

\*\*\*

2. Seriez-vous favorable à l’organisation d’une session d’un jour entre le GLOS et le Conseil d’administration en 2016 ? L’ordre du jour inclurait une discussion stratégique poussée sur la contribution des organisations sectorielles à la mission de l’Alliance coopérative internationale et à ses travaux.

Oui, bien sûr. Comme je l’ai déclaré précédemment, je conviens qu’il y a des ajustements nécessaires à apporter au Règlement d’ordre intérieur de l’Alliance afin de permettre la participation de toutes les organisations sectorielles aux réunions du Conseil d’administration. Je suis par ailleurs tout à fait d’accord sur le fait que nous devons avoir une discussion approfondie sur le rôle majeur des secteurs, ainsi que sur chaque secteur, sur sa planification stratégique, leurs relations mutuelles, et sur les objectifs de l’Alliance.

\*\*\*

3. Pensez-vous que davantage d’efforts devraient être déployés afin d’améliorer progressivement le financement des organisations sectorielles en vue de leur permettre de contribuer plus efficacement à la mission de l’Alliance ?

Nous devons nous atteler à déterminer une manière de redistribuer le budget entre les régions et les secteurs. À mon sens, les cotisations des membres doivent être redistribuées sur la base d’un projet visant au développement du mouvement coopératif dans le monde, et non d’un taux fixe appliqué aux secteurs et aux régions. Nous devons développer le mouvement coopératif à travers le monde, en particulier là où il est plus faible, et nécessite notre aide. Nous devons nous efforcer à trouver de nouvelles sources de financement, qu’il s’agisse de nous tourner vers les gouvernements, les fondations, les Nations Unies ou d’autres sources, afin de développer les programmes mondiaux au sein des coopératives.